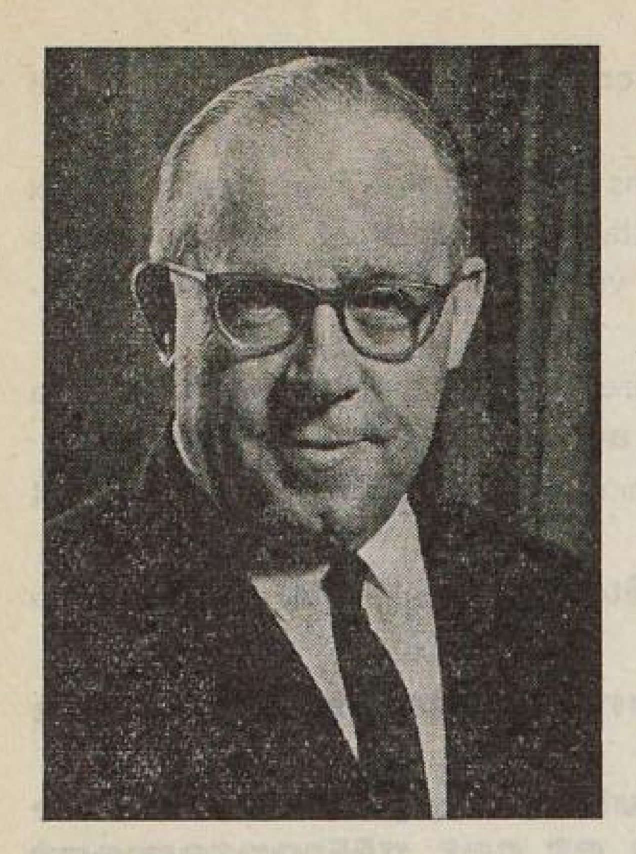
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968 — SEINE-ET-MARNE 5e CIRCONSCRIPTION



Etienne DAILLY

Candidat d'Entente Démocratique

Investi par le

Centre-Progrès et Démocratie Moderne



Paul SÉRAMY

Remplaçant éventuel



Electrices, Electeurs,

La Nation secouée par une crise politique grave, la violence dans la rue, notre économie en péril, notre monnaie menacée, notre position dans le Marché Commun compromise, le malaise social persistant, l'autorité de l'Etat mise en échec, le Pays que l'on se plaisait à décrire comme stable et satisfait, saisi de stupeur devant l'immensité des problèmes en attente : telle est, aujourd'hui la situation de la France.

Et pourtant **jamais, depuis l'Empire, le Pouvoir n'avait disposé d'autant de moyens** pour réaliser sa politique. A l'Assemblée Nationale, depuis dix ans, une majorité docile, compacte et bien disciplinée lui a systématiquement accordé tout ce qu'il réclamait. Pas une loi, pas un crédit budgétaire ne lui a été refusé et, malgré l'opposition du Sénat, il a même obtenu les pleins pouvoirs chaque fois qu'il les a demandés.

Or cette politique, élaborée sans aucune contrainte, dont **le Pouvoir** et chacun des Parlementaires de **sa majorité - donc Monsieur Didier JULIA - portent, seuls, la responsabilité**, aboutit à un mécontentement quasi-général. En vérité **personne n'est satisfait :** ni les salariés, ni les cadres, ni les chefs d'entreprise, ni les jeunes travailleurs, ni les étudiants, ni les enseignants, ni les agriculteurs, ni les commerçants, ni les artisans, ni les membres des professions libérales, ni les fonctionnaires, ni les anciens combattants, ni les retraités, ni les personnes âgées, ni les rapatriés, pas davantage les élus municipaux dont la gestion communale est rendue pratiquement impossible. **C'est ce climat de mécontentement général auquel est venu s'ajouter, ces dernières semaines, une incroyable incohérence dans l'action gouvernementale, qui a favorisé l'explosion qui ébranle le régime gaulliste.**

Est-ce à dire qu'il faut changer les Institutions de la Ve République ? Certes non, parce qu'elles assurent **l'indispensable stabilité** dont tout Gouvernement a besoin.

Mais ce qu'il faut, c'est **changer de méthodes** et **changer de politique.**

Il faut changer de méthodes, c'est-à-dire revenir à **une stricte application de la Constitution de 1958 :** que le Président de la République demeure "l'arbitre" (article 5), que le gouvernement "détermine et conduise la politique de la Nation" (article 20), que le Parlement légifère librement (article 39), pour tout dire, *que l'on renonce à la pratique du pouvoir personnel.*

Il faut changer de politique, c'est à dire procéder avant tout à une révision fondamentale des priorités.

Il faut supprimer la plupart des charges improductives (force de frappe, aides abusives à l'étranger, dépenses de prestige, etc...) qui représentent plus du quart du budget de l'Etat.

Il faut, quitte à les financer par de vastes emprunts, accorder la priorité absolue à tous les **investissements générateurs d'emplois,** puis de productivité (réseau autoroutier, télécommunications, logements sociaux, enseignement supérieur, technique et professionnel, etc...).

Il faut **réviser la politique de l'Aménagement du Territoire qui sacrifie notre région** et nous interdit d'y créer les emplois correspondant aux besoins de nos populations

Il faut **une politique Sociale plus juste et plus humaine,** des actions spécifiques en faveur de tous ceux qui peuvent légitimement y prétendre, notamment les familles, les anciens combattants, les rapatriés, les retraités, les personnes âgés, etc... Il faut aussi la réforme de la Sécurité Sociale mais par la voie démocratique et **après abrogation des ordonnances.**

Il faut **jouer, sans réticence, la solidarité Européenne** pour assurer **la Paix** et pour permettre à la France d'atteindre ses objectifs économiques, notamment **la rentabilité de son agriculture.**

Il faut **renouer avec nos alliés traditionnels,** demeurer dans l'alliance atlantique et ne pas pour autant renoncer au dialogue avec **toutes** les autres Nations.

Il faut, enfin, assurer au pays **une information loyale et complète** sans laquelle il est impossible d'organiser, à tous les niveaux, **l'indispensable participation.**

Pour mettre en œuvre cette politique nouvelle, il faut au Parlement **une majorité nouvelle** et il est évident *que, seul, le Centre peut en être l'axe.*

Mais surtout, seul le Centre, et un Centre puissant, peut éviter le déchirement de la France en deux blocs hostiles et cet affrontement redoutable dont ceux qui se réclament du gaullisme, - ou qui s'en servent -, n'hésitent pas à prendre le risque pour se cramponner au Pouvoir

Eviter l'affrontement c'est la raison d'être du CENTRE - PROGRÈS ET DÉMOCRATIE MODERNE. C'est le sens de notre candidature.

Contre l'escalade de la violence,
Pour assurer la Paix Civile,
Pour une politique nouvelle,
Votez tous, dès le premier tour, pour le seul candidat susceptible de battre le représentant du pouvoir personnel.
Ne dispersez pas vos voix.

Votez : Etienne DAILLY

Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre avec Palme
Sénateur
Président du Conseil Général
Administrateur du District de la Région Parisienne
Maire de Nemours

Candidat d'Entente Démocratique

Investi par le :

Centre - Progrès et Démocratie Moderne

Remplaçant éventuel :

Paul SÉRAMY

Officier des Palmes Académiques
Premier Vice-Président du Conseil Général
Maire de Fontainebleau

Vu, le Candidat.

H. VAILLOT IMPRIMEUR NEMOURS